



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 90 – 10 NOVEMBRE 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

FMI :
L'AFRIQUE
SUBSAHARIENNE
SUR LA VOIE DE
LA REPRISE

DOUALA DEVIENT LA
PLACE FINANCIERE DE
LA ZONE CEMAC AVEC
LE TRANSFERT DE LA
BVMAC

AFRIQUE DU SUD :
LE TAUX DE CHOMAGE
DEMEURE A 27,7 %
AU T3 2017, AU PLUS
HAUT DEPUIS 2003

TANZANIE :
RESTRUCTURATION DE
LA POLITIQUE
NATIONALE DE
MICROFINANCE

CONGO-BRAZZAVILLE :
EXTENSION DU REGIME
DE LIBRE CIRCULATION
A TOUS LES
RESSORTISSANTS DE LA
CEMAC

SIERRA LEONE :
PANORAMA DES
ECHANGES AVEC LA
FRANCE

BURKINA FASO :
LANCEMENT DU PROJET
E-BURKINA

KENYA : VERS UNE
DIMINUTION DES PRIX
DE VENTE DE L'ENERGIE
ISSUE DU
RENOUVELABLE

COTE D'IVOIRE :
INAUGURATION DU
BARRAGE
HYDROELECTRIQUE DE
SOUBRE



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ FMI : l'Afrique subsaharienne sur la voie de la reprise

Selon les dernières perspectives économiques du FMI, la croissance économique de l'Afrique subsaharienne devrait accélérer à 2,6 % en 2017 contre 1,4 % en 2016. Au-delà de 2017, elle devrait se situer autour de 3,5 %, demeurant sous la barre des 5 % atteints au cours de la première moitié de la décennie. Le FMI pointe quelques vulnérabilités : l'augmentation de la dette publique dans la zone, la pression sur le secteur financier et le coût du service de la dette qui représente une charge croissante. Selon les derniers chiffres de la Banque mondiale sur la dette extérieure internationale, le ratio dette extérieure totale sur revenu national brut s'élève à 7,9 % au Nigéria alors qu'il atteint 51,8 % au Ghana, 52,3 % au Libéria et 44,8 % en Sierra Leone.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

▼ Classement Doing Business 2018 : tendance générale à l'amélioration en Afrique de l'Ouest

La Banque mondiale a publié le 31 octobre son rapport annuel 2018 sur la facilité de faire des affaires (Doing Business). Sur le continent africain, le classement est dominé par l'île Maurice (25^{ème} mondial, +24 places), le Rwanda (41^{ème}, +15), le Maroc (69^{ème}, -1), le Kenya (80^{ème}, +12) et le Botswana (81^{ème}, -10). En Afrique de l'Ouest, la tendance générale est à l'amélioration. Le Ghana est en tête (120^{ème}, -12), suivi du Cap-Vert (127^{ème}, +2), de la Côte d'Ivoire (139^{ème}, +3), du Sénégal (140^{ème}, +7), du Mali (143^{ème}, -2) et du Niger (144^{ème}, +6). Enfin, le Nigéria progresse de 24 places, passant de 169^{ème} à 145^{ème} sur 190 économies. Pour la 2^{ème} année consécutive, l'Afrique subsaharienne conserve le record de la région la plus réformatrice (79 %) avec 83 réformes au total.

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr ; saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Kenya, Maurice et l'Ethiopie, parmi les dix pays africains comptant le plus de millionnaires

Selon l'*Africa Wealth Report* publié en avril 2017 par l'agence *New World Wealth*, le Kenya comptait en 2016, 9 400 millionnaires (dont 370 multimillionnaires détenant plus de 10 M USD) alors qu'ils étaient 3 800 à Maurice (dont 170 multimillionnaires) et 3 100 en Ethiopie (dont 150 multimillionnaires). Les trois pays se situent ainsi respectivement au 4^{ème}, 8^{ème} et au 10^{ème} rang africain. L'Afrique du Sud (40 000 millionnaires) arrive en première place, devant l'Egypte (18 000) et le Nigeria (12 300). A noter également que la Tanzanie (2 400 dont 90 multimillionnaires) et l'Ouganda (1 400 dont 80 multimillionnaires) se positionnent respectivement à la 14^{ème} et 15^{ème}.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Douala devient la place financière de la zone CEMAC avec le transfert de la BVMAC**

Réunis en sommets à N'Djamena le 31 octobre 2017, les chefs d'Etats de la CEMAC ont décidé du transfert à Douala de la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale (BVMAC), jusqu'alors logée à Libreville. A cette occasion, les chefs d'Etats ont également décidé de fixer le siège du régulateur du marché financier régional à Libreville et de désigner la BEAC comme dépositaire central.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Nigéria : expansion du secteur manufacturier en octobre 2017, pour le 7^{ème} mois consécutif**

La Banque centrale du Nigéria (CBN) a publié les chiffres relatifs à l'indice PMI du mois d'octobre 2017, qui s'établit à 55. Il s'agit donc du septième mois consécutif d'expansion du secteur manufacturier (55,3 au mois de septembre) après trois mois de contractions successives en début d'année (indice à 47,7 en mars). Toujours selon la CBN, la moyenne de l'indice PMI sur les 10 premiers mois de l'année s'établit donc à 51,6, contre 45,2 en 2016. Des 16 sous-secteurs qui composent l'indice PMI, quatre sont en recul : le ciment (-7,4), les ordinateurs et produits électroniques (-22,5), les produits pétroliers et ceux du charbon ainsi que les équipements de transports (-6,3).

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : présentation au Parlement du budget de l'Etat pour l'année 2018**

Le budget pour l'année 2018 s'élève à 7,28 Bn SLL (environ 950 M USD) en progression de près de 18 % par rapport à 2017. Il est fondé sur les hypothèses macroéconomiques suivantes : une croissance du PIB à 5 %, une croissance du PIB hors minerais de fer à 3,5 %, une inflation en fin de période à 11 %, une baisse du déficit du compte courant de 18,1 % du PIB, grâce notamment à une augmentation de 20 % des exportations et à des réserves de change à 448 M USD (soit 2,3 mois d'importations de biens et services). Les recettes domestiques s'élèvent à 4,56 Bn SLL contre 3,52 Bn SLL en 2017 (1/3 levés au titre des impôts sur les revenus, 29 % à travers les droits de douanes et d'accise, et 1/4 via les taxes sur les biens et services).

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : stagnation des exportations et hausse de l'inflation**

Au cours du premier trimestre de l'année fiscale 2017/18, les exportations éthiopiennes ont généré des recettes à hauteur de 678,4 M USD, dont 215,3 M USD provenant du café, qui est le premier poste d'exportations, un chiffre en hausse de 3 %, par rapport à l'an dernier mais loin de l'objectif du gouvernement qui tablait sur 977 M USD sur la période. Par ailleurs, en glissement annuel, le taux d'inflation pour le mois d'octobre a atteint 12,2 %, contre 10,8 % en septembre, tiré par la hausse des prix dans l'alimentaire (16,1 %) et en particulier des fruits, du sucre et du café. Il faudra toutefois attendre plusieurs mois avant de pouvoir évaluer l'impact de la récente dévaluation du birr de 15 %, que ce soit sur les exportations ou sur l'inflation.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : forte augmentation des transferts de fonds de la diaspora au mois de septembre**

D'après la Banque centrale du Kenya, les transferts de fonds de la diaspora kenyane ont atteint 176 M USD en Septembre 2017, soit une hausse de 5 % par rapport au mois d'août et de 23 % en glissement annuel. Cette augmentation est en grande partie imputable aux transferts de fonds en provenance d'Amérique du Nord, qui ont augmenté de 15 M USD entre août et septembre 2017 et qui représentent désormais 57 % des transferts de fonds de la diaspora au Kenya, contre 31 % pour l'Europe et 12 % pour le reste du monde. A l'inverse, les transferts en provenance de l'Europe enregistrent une baisse de 3 % entre le mois d'août et le mois de septembre, alors que les transferts en provenance du reste du monde enregistrent une baisse de 13 % sur la même période.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : l'inflation poursuit sa tendance baissière au mois d'octobre**

L'inflation s'établit à 5,7 % au mois d'octobre, contre 7,1 % au mois de septembre. Il s'agit du plus bas taux d'inflation depuis 17 mois. Cette baisse est imputable à la baisse du coût des produits alimentaires et des boissons non-alcoolisées, conséquence de la fin de l'épisode de sécheresse et ainsi d'un climat plus propice à la production. En revanche, on note une augmentation marginale de l'indice du prix du logement et charges associées, en raison de l'augmentation des coûts de location et de l'électricité. Enfin, l'indice des prix du transport a légèrement augmenté au mois d'octobre, ce qui s'explique par la hausse des prix du pétrole. La baisse de l'inflation profite ainsi surtout aux ménages les plus pauvres, dont le panier alimentaire constitue l'essentiel des dépenses.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : la Banque centrale relève son taux directeur**

Dans le cadre de la revue semestrielle de la politique monétaire, le Comité monétaire de la Banque centrale de Madagascar a décidé de relever le niveau du taux directeur de 9,0 % à 9,5 % à compter du 9 novembre 2017, et de maintenir inchangé le coefficient des réserves obligatoires, à 13 %. Selon le gouverneur de la Banque centrale, une expansion de la liquidité bancaire est attendue à court terme et l'excédent de la demande globale qui en découlerait risque d'accentuer les tensions inflationnistes. Le taux d'inflation au mois d'août 2017 a atteint 8,2 % en glissement annuel et les prévisions d'inflation pour le 4^{ème} trimestre 2017 et le 1^{er} trimestre 2018 se situent également autour de 8 %.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : stabilité de l'endettement public à 64,5 % du PIB et réduction de la part étrangère**

D'après les dernières statistiques publiées par le ministère des finances mauricien, la dette publique de Maurice s'élevait, fin septembre 2017, à 64,5 % du PIB, soit 8,34 Mds USD contre 7,94 Mds USD en septembre 2016. En revanche, la part de la dette étrangère s'est contractée de 229 MUSD en glissement annuel et s'élève désormais à 1,29 Md USD (15,5 % de l'endettement public total). L'endettement s'est quant à lui accru et s'élève désormais à 7,05 Mds USD. Il est principalement constitué d'emprunts obligataires.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : révision de la performance économique ougandaise par la Banque centrale**

Le dernier rapport annuel de la Banque centrale montre une croissance plus forte du PIB en 2016/17 que celle estimée auparavant. Les chiffres de croissance de l'exercice 2016-2017 publiés par le gouverneur Emmanuel Tumusiime Mutebile citent des estimations révisées de l'activité économique par le Bureau ougandais des statistiques (UBOS). Ils montrent que, d'un trimestre à l'autre, la croissance du PIB a été en moyenne de 1,1% au cours des quatre trimestres de 2016/17, soit une croissance annualisée de 4,4 %. Elle est de 0,5 % supérieure aux estimations préliminaires de 3,9 %.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : croissance économique revue à la baisse**

Le Fonds monétaire international et le gouvernement envisagent de revoir à la baisse les estimations de croissance économique pour l'année 2017, actuellement à 6,2 %, pour l'établir à 5,2 %. Les mauvaises performances économiques du premier semestre 2017 justifient cette révision. Cette baisse serait également due aux conséquences de la sécheresse qui a frappé le pays fin 2016 – début 2017 ainsi qu'à l'arrivée à terme de grands projets d'infrastructures.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : le taux de chômage demeure à 27,7 % au T3 2017, au plus haut depuis 2003**

Au T3 2017, le taux de chômage s'est maintenu à 27,7 % de la population active (même valeur qu'au T2), demeurant à un point haut depuis 2003, soit 6,2 millions de personnes sans emploi. En tenant compte des travailleurs découragés, estimés à 2,4 millions de personnes par l'Office national des statistiques, le chômage au sens large atteindrait 38,6 % (38,3 % au T1). De façon préoccupante, le chômage continue d'affecter fortement les 15-24 ans (52,2 % au T2 contre 55,9 % le trimestre précédent) et reste très marqué sur les plans ethniques et géographiques

✉ hugo.fraschini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : maintien de la notation souveraine en A-**

Le 27 octobre, Standard & Poor's a maintenu la note de la dette souveraine de long-terme en devises à A- (qualité moyenne supérieure d'investissement). Elle a néanmoins revu sa perspective de négative à stable en raison de la stabilisation du prix du diamant. Sur le plan budgétaire, l'agence salue le surplus de +0,6 % du PIB en 2016, contrairement au déficit de -1,5 % attendu, faisant suite à un déficit de -4,8 % en 2015, rendu possible grâce à l'augmentation des recettes issues de l'exploitation diamantifère (augmentation de +6 % de la production).

✉ hugo.fraschini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : Baisse du taux d'intérêt de 50 points de base (pdb) à 21%**

Le 26 octobre, le comité de politique monétaire de la Banque du Mozambique a décidé de réduire son taux directeur de 50 pdb, passant de 21,5 % à 21 %. Cette décision vise en premier lieu à aligner la politique monétaire sur les perspectives d'évolution de l'inflation à court terme : en septembre, le taux d'inflation a baissé à 10,76 % prolongeant une désinflation présente depuis mars, et portant le taux d'inflation moyen sur les 9 premiers mois de l'année à 18,2 % (contre 19,8 % sur l'ensemble de l'année 2016). La Banque Centrale justifie toutefois le maintien d'une attitude prudente par la persistance de certains risques signalés lors des précédents comités de politique monétaire.

✉ hugo.fraschini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : banques commerciales fortement exposées à un risque de défaut du gouvernement**

Selon les statistiques publiées par la banque centrale, les bons et les obligations du trésor représentent 1,8 Md USD d'encours dans le bilan des banques commerciales, soit 150 % de leurs fonds propres. Les bons du trésor (emprunts à moins d'un an) étant les plus représentés dans cet encours, un défaut du gouvernement zimbabwéen constituerait une catastrophe pour le secteur bancaire. Le risque de défaut est élevé, bien que l'encours des crédits et autres facilités accordées par les banques à l'économie ait tendance à chuter, passant de 4,06 Mds USD en mars 2015, à seulement 3,5 Mds USD fin mars 2017.

✉ hugo.fraschini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le FMI révisé les perspectives de croissance pour l'année 2017 à la baisse**

Une équipe du FMI a séjourné à Yaoundé du 24 octobre au 3 novembre 2017 afin de mener la première revue du programme appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC), approuvé en juin dernier. Au terme de cette mission, les équipes du FMI ont révisé à la baisse les prévisions de croissance (+3,7 % contre +4 % prévus initialement), en raison notamment de la baisse de la production de pétrole. La mission a toutefois estimé que, malgré ce contexte plus difficile que prévu, le Cameroun avait rempli de manière satisfaisante ses obligations fixées dans le cadre du programme. Les résultats de cette revue devraient donc permettre un décaissement de 82,8 millions de DTS.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : budget 2018**

Le projet de loi de finances pour 2018 soumis au parlement présente un budget de 1863 Mds FCFA (2,8 Mds EUR), soit une baisse de 7,3 % par rapport à 2017. Malgré cette réduction, le gouvernement devrait poursuivre la réalisation de son programme d'actions et prévoit une croissance de 6 %, avec un taux d'inflation de 2,1 %. Le budget 2018 se caractérise par un déficit budgétaire prévisionnel de 4,6 % du PIB, soit un niveau fortement en-deçà de celui de 2017 (-12,3 % du PIB). L'assainissement des finances publiques passera notamment par une hausse des recettes globales (dons et emprunts compris) de +12,7 %, en lien avec la volonté du gouvernement d'augmenter le taux de pression fiscale.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : remaniement ministériel**

Dix-huit mois après sa prise de fonction en avril 2016, le Président Patrice Talon a procédé le 27 octobre 2017 au premier remaniement de son gouvernement : six départs, neuf entrées, deux divisions et un élargissement de portefeuilles. La nouvelle équipe est composée de 22 ministres contre 21 pour le premier gouvernement. Pascal Irénée Koupaki conserve ses fonctions de ministre d'Etat et Secrétaire général de la Présidence de la République. Jean-Claude Houssou (Energie) perd les portefeuilles de l'eau et des Mines, pour ne conserver que celui de l'énergie. Romulad Wadagni reste ministre de l'économie et des finances.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : démarrage du recensement administratif de la population le 1^{er} novembre sur toute l'étendue du territoire national**

Fondé sur la loi 2017-08 du 19 juin 2017, portant identification des personnes physiques en République du Bénin, le Recensement initial administratif à vocation d'identification de la Population (RAVIP) porte sur la constitution d'un fichier national centralisé et informatisé de l'identité de l'ensemble des Béninois vivant sur le territoire national. Il est réalisé à partir de la technologie développée par Safran IS.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : mission des services du FMI**

Du 23 octobre au 6 novembre 2017, une délégation du Fond Monétaire International (FMI) s'est rendue au Niger afin de mener des discussions sur la première revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). À l'issue de la visite, le Chef de mission du FMI pour le Niger a déclaré que le Niger bénéficierait d'un décaissement de 14,1 millions de DTS (16,7 M EUR) sous réserve de l'approbation par la Direction générale et le Conseil d'administration du FMI, en janvier 2018. Parmi les sujets abordés avec les autorités nigériennes, la priorité a été donnée à la prudence et à la solidité en matière de finances publiques, au développement du secteur privé et au besoin de diversification de l'économie pour permettre une croissance inclusive.

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Ethiopie : projet de réforme du code du travail**

Le ministère du travail et des affaires sociales a présenté le projet de réforme du code du travail, dont les 53 articles couvrent des thèmes divers : formation des syndicats, heures supplémentaire, fins de contrats et indemnités ... Certaines dispositions ont suscité des tensions, en particulier la création d'un barème d'indemnités pour les accidents du travail, le doublement de la période d'essai, qui passerait à trois mois, la durée des congés annuels, l'assouplissement des modalités de licenciement. Mécontente de ces mesures, la *Confederation of Ethiopian Trade Unions*, qui représente plus de 500 000 travailleurs, a exprimé ses griefs et a menacé, si elle n'était pas entendue, de manifester, et si besoin d'appeler à la grève.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : appel au boycott de trois entreprises par le candidat de l'opposition à la présidentielle**

Raila Odinga, qui a lancé un mouvement de résistance pacifique contre le président Uhuru Kenyatta, a appelé à une campagne de « libération économique » qui consiste en une opération de boycottage des produits et services de trois entreprises (liste présentée comme non exhaustive), l'opérateur télécom *Safaricom*, la laiterie *Brookside*, et le fabricant d'huiles alimentaires *Bidco*, toutes trois accusées d'avoir participé, selon R. Odinga, « au sabotage de l'élection » du 26 octobre. Le groupe *Safaricom* a fourni les cartes SIM du système électronique de transmission des résultats, *Brookside Dairy* est présentée comme contrôlée par le président Kenyatta et *Bidco* est accusée de soutenir le pouvoir en place.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : prudence réitérée vis-à-vis des crypto-monnaies par les autorités mauriciennes**

Afin d'asseoir son rôle de place financière internationale, une réflexion est en cours depuis plusieurs mois au sein du gouvernement et de la Banque centrale sur le positionnement à adopter vis-à-vis des crypto-monnaies dont l'importance s'accroît dans les flux financiers mondiaux. Pour l'heure, une grande prudence est de mise : la législation en place a pour objet d'encourager les promoteurs de solutions innovantes à évoluer dans un cadre d'encadrement temporaire. Il s'agit de tester l'impact des crypto-monnaies via une réglementation qualifiée de « bac à sable » (*sandbox regulation*) avant de réguler de façon plus formelle.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : maintien de la pression américaine sur le Soudan en parallèle de l'organisation d'une mission commerciale**

Le Président américain a renouvelé le 31 octobre l'état d'urgence contre le Soudan, initialement décrété le 3 novembre 1997, sanctionnant des personnes en lien avec le conflit interne au Darfour. Le nouveau décret présidentiel indique qu'en dépit de récents développements positifs, la crise, provoquée par les actions et politiques du gouvernement soudanais, qui a induit le décret de 1997, n'est pas résolue. Ces actions et politiques continuent de poser une menace à la sécurité américaine. Parallèlement, le *Corporation Council on Africa* organise une mission commerciale au Soudan du 4 au 7 décembre.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : restructuration de la politique nationale de microfinance**

La vice-présidente Samia Suluhu Hassan a dévoilé le nouveau plan *National Microfinance Policy* (NMP) destinée à fournir des services financiers à la population à faible revenu. Le NMP sera mis en place durant l'année fiscale 2017/18 pour une durée de dix ans et fournira un cadre juridique visant à assurer, selon les autorités, une microfinance stable, dynamique et inclusive. L'inclusion financière du pays est passée de 55 % en 2014 à 62 % en 2017 grâce à la téléphonie mobile. Le ministre des Finances, Philip Mpango, a expliqué que le NMP rédigé en 2000 devait être révisé pour tenir compte des changements politiques et technologiques intervenus dans le secteur.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le Pade II sera entièrement financé par la Banque mondiale**

Contrairement à la 1^{ère} phase du Projet d'appui à la diversification de l'économie congolaise (Pade I), cofinancée à part égale par le Congo et la BM, le Pade II sera financé par la BM, sans contrepartie du Congo. Outre les six secteurs cibles du Pade que sont l'Agrobusiness, la Transformation du bois, le Transport-logistique, le BTP, l'Hôtellerie-Tourisme et l'Artisanat, le Pade II prévoit le renforcement institutionnel pour l'amélioration du climat des affaires et la compétitivité des PME. À l'instar du Pade I, le Pade II devrait également compter sur le concours du Medef International et de son homologue congolais Unicongo.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le Medef International et le Pade ont organisé du 6 au 10 novembre une mission en France avec les porteurs de projets congolais**

Dans le cadre du partenariat stratégique signé entre l'équipe du Pade et le Medef international (Medefi), une mission de 14 porteurs de projets congolais s'est rendue en France du 6 au 10 novembre dans l'objectif de nouer des partenariats durables avec des entreprises françaises identifiées par le Medefi. Les projets sélectionnés, avec l'appui du patronat congolais Unicongo, présentent pour le Congo un potentiel en termes de création d'emplois, de formation et de transfert de compétences. Ces premiers contacts devraient se poursuivre au travers une mission commerciale d'entreprises françaises au Congo.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : extension du régime de libre circulation à tous les ressortissants de la CEMAC**

Par note circulaire du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, la République du Congo a étendu le 23 octobre dernier la liberté de circulation à tous les ressortissants des Etats membres de la CEMAC. Les citoyens du Cameroun, de la RCA, du Gabon, de la Guinée équatoriale et du Tchad ne sont plus soumis à l'obligation de visa d'entrée ou d'autorisation de sortie pour tout séjour en République du Congo ne dépassant pas 90 jours. Cette circulaire fait référence à l'acte additionnel n°01/13-CEMAC-070-U-CCE-SE du 25 juin 2013 portant suppression des visas pour les ressortissants de la CEMAC circulant dans l'espace communautaire.

✉ Gilles.roussey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Mali : publication du Rapport annuel 2015 du Vérificateur général**

Ce rapport fait état de plusieurs irrégularités financières dans les opérations de gestion des fonds publics et du patrimoine de l'Etat. Il pointe en l'occurrence une perte financière de l'ordre de 107 M EUR, dont 50 M EUR de fraude et 57 M EUR de mauvaise gestion.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : l'ITIE suspend le pays jusqu'en avril 2019**

Le 38^{ème} Conseil d'administration de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), tenu les 25 et 26 octobre 2017 à Manille (Philippines) a suspendu le Niger, pour une durée de 18 mois. Le Conseil reproche au Niger de ne pas avoir effectué de progrès significatifs sur des questions clés dans les normes de l'ITIE 2016, notamment en matière d'engagement de la société civile, d'octroi et de gestion de licences au niveau du cadastre et de transparence des contrats. Pour mémoire, l'ITIE 2016 est une norme internationale pour la transparence et la responsabilité entourant les ressources pétrolières, gazières et minérales.

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : amélioration des performances du pays selon la carte des scores du MCC**

Le *Millenium challenge corporation* (MCC) vient de publier la carte des scores 2018 des pays à faible revenu. Cette carte évalue, à l'aide de 20 indicateurs, les performances d'un pays souhaitant être éligible au programme *Compact*. Le Togo, déjà éligible au programme *Threshold* pour lequel les négociations sont en cours, vient de respecter un critère de plus par rapport à l'évaluation 2017, à savoir la qualité de la régulation, portant à 12 sur 20 le nombre de critères atteints. Toutefois, pour se voir accorder le programme *Compact* doté d'une enveloppe de financement bien plus conséquente que le *Threshold*, le pays devra réaliser des progrès en matière de politique fiscale, d'accès au crédit et de création d'entreprise.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Nigéria : la Banque mondiale annonce un projet à 520 M USD pour la construction de pistes rurales**

Le responsable pour l'accès rural et la commercialisation agricole (RAAMP) au Nigéria de la Banque mondiale a annoncé que l'institution avait affecté 520 M USD pour l'amélioration des pistes rurales à travers 10 états du pays. Le projet devrait débuter dès accord financier entre la Banque mondiale et le Gouvernement fédéral, attendu en 2018. Autre information du secteur, une nouvelle variété de niébé OGM va être commercialisée auprès des agriculteurs nigériens en 2018. Développée par l'Institut de recherche agricole (IAR) du Nigéria, cette variété résiste à certains insectes nuisibles et permettrait d'augmenter de 20 % le rendement du niébé.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : panorama des échanges avec la France**

L'Ambassadeur de France en Sierra Leone résidant en Guinée, Jean-Marc Grosгурin, a exprimé cet été lors d'une visite au Président sierra-léonais, Ernest Bai Koroma, son engagement ferme à consolider les relations commerciales bilatérales avec le pays. Cette visite a été suivie d'un exercice militaire conjoint France, Guinée et Sierra Leone qui s'est déroulé début octobre à Conakry. Cet exercice a donné lieu à une formation militaire de trois jours, dispensée par les équipes navales françaises au personnel de la marine sierra-léonaise. Dernier point de rapprochement entre les deux pays, Jean-Marc Grosгурin a inauguré le 17 octobre dernier à Freetown le lancement du Club d'affaires français en Sierra Leone.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Libéria se dote d'un système national d'identification biométrique**

La Présidente du Libéria, Ellen Johnson Sirleaf, a lancé le 30 octobre le registre national d'identification biométrique (NBIS). Ce programme s'inscrit dans le cadre du contrat passé le 11 avril 2017 entre la société émiratie Techno Brain Global FZE et l'agence du Registre d'identification national libérien, pour une durée de 3 ans et un montant de 5,9 M USD, avec le support de la Banque mondiale. Le registre biométrique, qui fait suite à la mise en vigueur du registre national d'identification en 2011, devrait permettre d'enregistrer plus de 4,5 M de libériens. L'ensemble du programme a ainsi pour objectif d'améliorer le taux de recensement, qui s'élevait à 10,6 % en 2015 avec seulement 26 % des nouveaux nés déclarés à la naissance.

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : don de 58 M USD de l'Union Européenne (UE) pour soutenir l'électrification rurale en Tanzanie**

L'UE a octroyé un don de 58 M USD pour soutenir le programme tanzanien d'électrification rurale. L'accord de financement de trois ans a été signé par le secrétaire permanent du ministère des finances, Dotto James, et le commissaire européen à la coopération internationale et au développement, Neven Mimica. M. James a indiqué que le don permettrait d'améliorer l'accès des populations rurales à une électricité fiable, le taux est actuellement de 16,9 %, à un prix abordable, et créera un potentiel d'investissement dans l'industrie agroalimentaire. Ce programme porte sur plus de 12 000 villages.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : plan de développement du circuit touristique du sud

Lors d'un discours au siège de l'agence *Tanzania National Parks* (TANAPA), le ministre du Tourisme et des Ressources naturelles, Khamis Kigwangalla, a annoncé qu'un plan de 150 M USD sera financé par la Banque mondiale pour développer le circuit touristique du sud du pays. Le plan financera des infrastructures et mettra en valeur l'important potentiel touristique de cette région sous-exploitée, alors que les principaux parcs du nord sont saturés. Le circuit du sud réunit notamment les parcs nationaux de Ruaha, Mikumi et Udzungwa, la *Selous Game Reserve* ainsi que les rives des lacs Nyasa (Malawi) et Tanganyika. La Tanzanie a accueilli 1,28 millions de touristes en 2016 et projette d'en accueillir 2 millions en 2020.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : prêt de 40 Mds FCFA de la part de la BOAD

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020), le Burkina Faso et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) viennent de signer trois accords de financement sous forme d'un prêt de 40 Mds FCFA (61 MEUR). Une première somme de 250 M FCFA (380 000 EUR) vise à financer l'étude de faisabilité du projet de construction de trois barrages dans les régions de l'Est et du Centre-Nord. Un second prêt de 9,5 Mds FCFA (14,5 MEUR) a été alloué à la sécurisation de l'alimentation électrique des grandes villes du pays. Le troisième accord concerne le financement de la réhabilitation des infrastructures routières nationales, pour un montant de 30 Mds FCFA (45,7 MEUR).

✉ paul.hoffmann@diplomatie.gouv.fr

▼ Burkina Faso : lancement du projet e-Burkina

Lors de la cérémonie d'ouverture de la 13^{ème} Semaine nationale de l'Internet et des TIC (SNI), le 7 novembre 2017, le Premier ministre burkinabè a officiellement lancé le projet e-Burkina qui vise à renforcer la capacité et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les administrations publiques et les agences gouvernementales. Le projet bénéficie d'une ligne de crédit de la Banque mondiale d'un montant de 20 M USD. Ce projet a pour objectif de moderniser l'administration, d'améliorer la qualité des ressources humaines, et à terme, de favoriser le développement économique du pays dans le cadre du Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020). Le taux de pénétration internet est de 19 % dans le pays, en deçà de la moyenne africaine de 25 %.

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : les Etats-Unis octroient un don de 325 M USD dans le cadre du programme « Compact » du Millenium challenge corporation (MCC)

Ce programme est destiné à soutenir la croissance et les investissements privés par le renforcement des capacités de la population active, la réduction des coûts du transport et l'ouverture de nouveaux marchés. Les secteurs identifiés comme prioritaires sont ceux de l'éducation/formation (construction et l'équipement de près de 84 collèges de proximité et de 4 centres de formation technique et professionnelle) et des transports (amélioration de la fluidité du trafic dans la ville d'Abidjan et la gestion et l'entretien des routes).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali: Huawei obtient une prolongation de 5 mois pour livrer les tronçons de fibre optique au Nord**

Ce tronçon reliera les villes Markala, Tombouctou, Mopti, Gao, Bamako et Kourémalé). La prolongation du délai de livraison est due entre autres au problème d'insécurité dans le Nord du pays et à la nature particulièrement rocheuse des terrains dans certaines localités. A noter que cette prolongation est sans aucune incidence financière, le coût du marché reste à 53,3 M EUR.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : financement de 4,5 Mds FCFA (6,9 M EUR) de la BIDC pour la modernisation du réseau électrique**

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) a octroyé, le 25 octobre 2017, un prêt de 4,5 Mds FCFA (6,9 M EUR) à la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET) afin de moderniser un réseau électrique vieillissant et en surcharge. Il sera également question de mettre fin au phénomène des branchements anarchiques (dits « toiles d'araignée ») qui sévit dans la périphérie de la capitale.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Nigéria : le Gouvernement fédéral et USAID lancent un centre d'information agricole

Le ministère fédéral de l'Agriculture et du Développement rural va inaugurer un centre de documentation, avec l'appui financier d'USAID et l'assistance technique d'Africa Lead (un programme de lutte contre la faim et pour la sécurité alimentaire du Gouvernement des Etats-Unis). Il s'agira d'une plateforme en ligne aussi bien que physique, destinée à diffuser des savoirs et des techniques clés, ainsi que des instruments et des services dans le secteur de la production agricole. Le ministre fédéral, Audu Ogbah a insisté sur l'importance de la diffusion des savoir-faire pour encourager les investissements (Agronigeria.com, 24/11/17, Today, 7/11/17).

✉ valor.iduh.ext@businessfrance.fr

▼ Rwanda : un nouveau plan de transformation de l'agriculture de 304 M USD (260 Mds RWF)

La deuxième réunion du groupe de travail sur le 4^{ème} plan stratégique pour la transformation de l'agriculture (PSTA IV) qui s'échelonne sur la période 2018-2023, a permis de chiffrer ce nouveau plan à 304 M USD. Ce dernier a pour objectif d'améliorer les compétences des agriculteurs, de créer davantage d'emplois dans le secteur et de renforcer la sécurité alimentaire, dans le but de répondre aux objectifs de la politique nationale « zéro-faim ». La mise en œuvre de ce 4^{ème} plan devrait permettre au gouvernement rwandais d'atteindre son objectif de croissance annuelle de 8,5 % en 2017 pour le secteur de l'agriculture, comparée à sa performance de 5 % en 2016.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Seychelles : volonté des Seychelles d'adhérer à l'Initiative pour la transparence des pêches

Les Seychelles entendent s'associer à l'Initiative pour la transparence des pêches (FiTI), initiative qui vise à accroître la transparence et la participation au sein de la gouvernance des pêches afin de bénéficier d'une gestion des pêches maritimes plus durable. Pour les Seychelles qui disposent d'un important potentiel en ressources halieutiques, cette adhésion devrait stimuler les investissements grâce à la vulgarisation des informations sur le secteur de la pêche. Il s'agit entre autres, des estimations de stocks halieutiques, des écosystèmes marins, des statistiques relatives aux captures de poissons, des modalités d'attribution de permis de pêche ainsi que de la divulgation des contrats de pêche.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : nouvelle usine de production d'huile de palme inaugurée à SOMBO**

Le ministre des Mines, des Industries, et du Développement technologique a inauguré le 3 novembre l'usine de production d'huile de palme de Sombo (région du Centre). Cette unité de production à base des noix de palmes produites localement répond à l'objectif de réduction du déficit de 150 000 tonnes d'huile de palme sur le marché local. Ce projet permettra également de produire des dérivés de l'huile de palme (produits cosmétiques, savon) à des prix accessibles. La construction de cette huilerie entre dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'amélioration de la productivité et de la compétitivité de la filière palmier à huile en Afrique centrale et de l'ouest (APROCOM-PH), initié par l'Onudi en 2006.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : l'association des producteurs d'agrumes demande au ministère de l'Agriculture de restreindre les exportations d'agrumes vers l'Europe.**

L'association des producteurs d'agrumes a demandé au gouvernement sud-africain d'interdire les exportations des provinces dont la production est affectée par la maladie de la tâche noire. Cette demande concerne toutes les provinces sauf deux (Western Cape et Northern Cape). À noter que cette mesure vise avant tout à préserver les exportations de la province de Western Cape, principale région productrice d'agrumes. Pour mémoire, la production d'oranges sud-africaine a atteint 9,29 milliards ZAR en 2016-2017 (environ 620 millions d'euros), pour l'essentiel destinée à l'exportation.

✉ michel.leveque@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du sud : le budget de l'agriculture fortement critiqué**

Après la présentation par le ministre des Finances, Malusi Gigaba, des perspectives financières à mi-parcours, le budget de l'agriculture, du développement rural et de la réforme agraire est fortement critiqué. Bien qu'en augmentation de 2 % (25,9 Mds de rands en 2016-2017, 26,5 Mds de rands en 2017-2018), les ressources sont considérées comme fortement insuffisantes pour faire face aux difficultés dues à la sécheresse et à la grippe aviaire, selon AGRISA (principal syndicat d'exploitants agricoles). En parallèle, Agbiz (syndicat professionnel rassemblant les services et industries liées à l'agriculture) critique l'accent mis sur la réforme agraire qui ne répondrait pas aux enjeux de l'agriculture sud-africaine.

✉ michel.leveque@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : le pays interdit les importations de fruits et légumes**

Le Zimbabwe interdit les importations de fruits et légumes afin de préserver ses réserves de changes. En 2016, le Zimbabwe avait importé pour environ 80 M USD de fruits et légumes, majoritairement d'Afrique du Sud.

✉ michel.leveque@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : investissement d'une société indienne en vue dans l'élevage

La société indienne Life Ressources Sa (L7H) va reprendre les activités de la SOGADEL (Société Gabonaise de Développement de l'Élevage – Ranch Ngounie), société étatique fermée depuis une vingtaine d'années. Un investissement de 20 Mds FCFA a été annoncé pour la production de céréales, de vivres et de viande de mouton. L7H est déjà installée au Gabon dans la zone économique de Nkok et dans la commune de Ntoun, non loin de Libreville, où elle y développe la production de poulets. 85 Mt de volailles ont été importées au Gabon en 2015.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : hausse continue de la production de coton

Selon le Conseil d'administration de la filière ivoirienne de coton-anacarde, la production de coton du pays a atteint 328 090 T au cours de la campagne 2016-2017, soit une hausse de 5,7 % en glissement annuel. Les producteurs ont perçu près de 133 M EUR, sur la base d'un prix d'achat bord-champ de 265 FCFA le kg (40 centimes d'euros) contre 116 M EUR lors de la précédente campagne. Pour la campagne 2017-2018, les prévisions de production s'établissent à 340 968 T, avec un prix bord-champ maintenu à 265 FCFA le kg. La Côte d'Ivoire demeure le 4^{ème} producteur africain de coton, derrière le Burkina Faso, le Mali et le Bénin.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Kenya : vers une diminution des prix de vente de l'énergie issue du renouvelable

Kenya Power (KPLC) - société en charge de la distribution de l'électricité dans le pays - a annoncé que la réforme du mécanisme de soutien aux énergies renouvelables, qui devrait se traduire par le passage d'un tarif de rachat garanti à un mécanisme d'enchères négatives, pourrait être mise en œuvre dès le début 2018. La réforme pourrait diminuer le prix de rachat par KPLC de la production solaire photovoltaïque jusqu'à 0,06 USD/kWh. Le tarif de rachat garanti du kWh de solaire photovoltaïque était jusqu'à présent fixé à 0,12 USD/kWh. Depuis l'annonce fin 2016 du prochain changement de politique tarifaire, les projets approuvés ont fixé un tarif abaissé jusqu'à 0,85 USD/kWh.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : sortie des premières études sur le barrage de Sounda

La Société financière internationale (SFI), filiale de la BM, a présenté le 4 novembre à Brazzaville, les résultats des premières études de faisabilité du barrage hydroélectrique de Sounda, situé dans le département du Kouilou. La capacité de production du barrage est estimée entre 480 et 600 MW dès son entrée en exploitation prévue en 2024. Les études révèlent toutefois des risques sociaux et environnementaux tels que le développement des maladies liées à l'eau et la menace de l'écosystème naturel. La réussite du projet sera tributaire des actions de l'État pour protéger cette biodiversité mais aussi pour engager des réformes dans le secteur de l'électricité.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : inauguration du barrage hydroélectrique de Soubré

Le Chef de l'Etat ivoirien vient de procéder à l'inauguration officielle du barrage hydroélectrique de Soubré. Cette infrastructure est dotée d'une capacité de 275 MW, la plus importante du pays. D'un coût total de 490 M EUR financé à 85 % par Eximbank of China et à 15 % par l'Etat ivoirien, il a été réalisé par l'entreprise chinoise Synohydro avec des turbines fournies par General Electric France. Ce barrage porte à 2275 MW la puissance installée totale du pays. La part de l'énergie renouvelable (hydraulique essentiellement) passe de 25 % à 40 %. L'ambition du gouvernement est de porter la capacité électrique globale du pays à 4 000 MW d'ici 2020.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Nigéria : investissements des Etats du sud dans les infrastructures pétrolières et gazières

Le gouvernement fédéral du Nigéria, par la voix de son ministre des Ressources pétrolières, Ibe Kachikwu, a renouvelé son engagement à attirer plus de 10 Mds USD d'investissements dans les infrastructures pétrolières et gazières du Delta du Niger entre 2017 et 2019. L'Etat de Bayelsa, également situé dans le Delta du Niger, a par ailleurs signé la semaine passée un accord avec la société nigériane Rehoboth pour la construction d'une raffinerie de pétrole d'une capacité de 60 000 bpj, valorisée à 120 M USD. Autre projet qui concerne cette fois l'Etat d'Ondo, la compagnie pétrolière nationale du Nigéria y a signé un accord pour la construction d'une usine de biocarburants d'une capacité de 65 000 M de litres par an.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Cofarco (France) et Zeus (UK), chercheurs de fonds pour l'OPL 226

Canadian Overseas Petroleum, une junior canadienne, ambitionne de forer un nouveau puit sur l'OPL 226 (Delta du Niger, OML 83 Chevron). Elle a engagé pour sa quête de fonds, les banques d'investissements Cofarco (Paris) et Zeus (Londres). Pour rappel, Cofarco était déjà à la manœuvre en 2016, pour aider la junior britannique New Age à négocier 425 M USD auprès des fonds nigériens Africa Finance Corp et américain EIG Global Energy Partners, fonds qui ont été notamment alloué au champ nigérien d'Aje, l'OML 113 au large de Lagos, mis en production par Folawiyo en mai 2016.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Nigéria : accords pour la construction d'une centrale nucléaire avec la Russie

Le Nigéria et la Russie ont signé un accord pour la construction d'une centrale nucléaire et d'un centre de recherche nucléaire au Nigéria. Les études de faisabilité comprennent la recherche de site, la définition des paramètres d'implantation (capacité, équipements, délais, étapes d'implantations ainsi que les schémas financiers). Pour rappel, les deux pays ont signé en 2009 un premier partenariat de coopération pour l'utilisation pacifique de technologies nucléaires, et étaient en discussion en 2015 pour la construction de quatre centrales nucléaires.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : investissement de Ford

Ford Motor Company Afrique australe (FMCSA) investit 3 Mds ZAR (220 M USD) pour étendre sa production de pick-up *Ranger* sur son usine de Silverton, à Pretoria. L'usine construit le véhicule utilitaire sport *Everest* et le pick-up *Ranger*, ce dernier étant exporté vers 148 marchés par la suite.

✉ Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Kenya : des stations intermédiaires désormais desservies par le train à écartement standard (SGR) Mombasa-Nairobi

Mis en service en juin 2017, le Madaraka Express effectue depuis le 1^{er} novembre des arrêts intermédiaires dans sept villes entre Nairobi et Mombasa : Mariakani, Miasenyi, Voi, Mtito Andei, Kibwezi, Emali et Athi River. Le train propose des tarifs particulièrement attractifs pour les voyageurs, 7 USD (700 KES) par passager en seconde classe, rendus possibles par des subventions au passager du gouvernement à hauteur de 2 USD (200 KES) par trajet. Dès 2018, ces dernières devraient baisser, et le prix du trajet devrait être revu à la hausse. Par ailleurs, la liaison devrait intégrer le transport de marchandises en janvier 2018. Le coût du transport des marchandises devrait baisser d'environ 40 % par rapport au transport routier. Les transporteurs routiers appellent le gouvernement kényan à ne pas subventionner le fret ferroviaire, afin de ne pas être évincés du marché.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : plan national de développement pour le numérique

Faisant suite aux premières Assises nationales du numérique, qui se sont tenues en novembre 2016, le ministère des Télécommunications a lancé un appel à contributions publiques afin de préparer la stratégie nationale de développement du secteur et rédiger le plan d'actions 2017-2021. Dans un contexte socio-économique fragilisé, le gouvernement entend faire du numérique un levier de croissance. Les pistes explorées dans le cadre de cette réflexion portent sur la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel favorable au déploiement du numérique, la stimulation de l'innovation technologique ainsi que la sécurisation des données dans le cyberspace.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : En novembre 2017 Comsol teste la 5G dans la région du Gauteng

Un réseau 5G expérimental sera lancé en Afrique du Sud en novembre 2017 par la compagnie Comsol. Ce réseau qui sera déployé couvrira la province du Gauteng, la plus peuplée et la plus dense du pays. La 5G est encore au stade expérimental dans le secteur des télécoms. Ce lancement a pour but de réfléchir aux futures offres possibles et de prévoir les zones où sera déployé le réseau. Il permettra également de tester les capacités du réseau avec des débits annoncés de 1 Gbit/s en moyenne pour le téléchargement, et 500 Mbit/s pour le chargement de données. A titre de comparaison, le débit moyen de la 4G sur smartphone dans le monde était de 16,6 Mbit/s au 3^{ème} trimestre 2017.

✉ <https://www.agenceecofin.com/good-news/0311-51792-afrique-du-sud-les-internautes-gouteront-a-la-5g-des-novembre-2017-grace-a-comsol>

ENTREPRISES

▼ Tanzanie : bons résultats de la Tanzania Ports Authority en 2016/17 selon les autorités, malgré la baisse d'activité

Les résultats de la *Tanzania Ports Authority* (TPA) sont en augmentation de 16,9 % et ont atteint 317 MUSD (728 Mds TZS), pour l'année fiscale 2016/17. Ces résultats s'inscrivent dans un contexte de baisse continue du trafic, tant en nombre de bateaux accueillis (-2,9 % avec 1 649 bateaux accueillis durant l'année fiscale 2016/17) que pour le volume total transbordé (- 9,9 % avec 30 342 M t en 2016/17). Les bons résultats de TPA sont attribués à l'amélioration de l'efficacité de son organisation, ainsi qu'à la mise en place de systèmes informatiques pour renforcer la transparence et lutter contre la corruption des agents.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

